



PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL MUNICIPAL

JEUDI 27 OCTOBRE 2022

Nombre de conseillers :

En exercice : 27

Présents : 22

Votants : 26

Quorum : 14

Date de convocation du Conseil Municipal : 21 octobre 2022

L'an deux mil vingt-deux, le jeudi 27 octobre, à 18 heures 30, le Conseil Municipal de la commune de Désertines, dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la Mairie, sous la présidence de Christian SANVOISIN, Maire.

- **22 élus étaient présents** : SANVOISIN Christian, BESSON Valérie, CHAUVET Caroline, DA SILVA Jonathan, BIERJON Stéphane, NOUAILLES Didier, COLLINET Dominique, MONCELON Claire, MANSAT Lucette, GUILLON François, DESNOUX Patrice, CHARRET Audrey, SIMONIN Jean-Jacques, GINDRE Anne, PRIÈRE Pascal, BABUT Fatima, LOPES Pascal, DULIN Denis, LEROY Fabien, MAJER Lynda, PALIOT Didier, SAGNEZ Dominique

- **6 élus étaient excusés** :

BERNARD Jean-Luc ayant donné pouvoir à NOUAILLES Didier
COUTURIER Cyril ayant donné pouvoir à DA SILVA Jonathan
TYNDIUK Allyssone ayant donné pouvoir à BIERJON Stéphane
BARRADO Alain ayant donné pouvoir à BESSON Valérie
LEROY Fabien ayant donné pouvoir à MAJER Lynda
TOULOUSE Serge

Monsieur le Maire procède à la vérification du quorum. Ce dernier étant atteint, il ouvre la séance.

Le Conseil Municipal désigne comme secrétaire de séance MONCELON Claire

Monsieur le Directeur Général des Services donne lecture du procès-verbal du Conseil Municipal précédent. En l'absence d'observation, il est adopté à l'unanimité.

EXAMEN DES PROJETS DE DÉLIBÉRATIONS

2022-05-01 – Installation d'un nouveau conseiller municipal

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2121-4,

VU le Code Electoral, notamment l'article 270,

CONSIDÉRANT la lettre de démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT l'acceptation de la démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal par Madame la Préfète de l'Allier en date du 25 octobre 2022,

CONSIDÉRANT que conformément à l'article 270 du Code Electoral, le candidat venant sur la liste immédiatement après le dernier élu, est appelé à remplacer le conseiller municipal élu sur cette liste, dont le siège devient vacant pour quelque cause que ce soit,

CONSIDÉRANT que le candidat venant immédiatement après le dernier élu, madame Marie BRUN, a fait part de sa décision de ne pas siéger au Conseil Municipal,

Le Conseil Municipal prend acte de l'installation de monsieur Dominique SAGNEZ en qualité de conseiller municipal.

2022-05-02 – Restructuration du site George Sand (crèche et espace coworking) – sollicitation d'une subvention de la Région

Monsieur le Maire fait part des subventions déjà obtenues pour la restructuration du site George Sand et évoque la possibilité d'atteindre le maximum de subventionnement, grâce à la sollicitation du Conseil Régional pour un montant de 232 000 euros.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

CONSIDÉRANT l'approbation de l'Avant-Projet Définitif (APD) et le coût prévisionnel des travaux pour la restructuration du site George Sand afin d'y accueillir une crèche et un espace coworking, s'élevant à un montant de 1 434 119,38 euros HT,

CONSIDÉRANT que pour ce projet, la collectivité a déjà obtenu, de l'Etat, au titre de la Dotation de Soutien à l'Investissement Local, une subvention d'un montant de 491 245 euros

CONSIDÉRANT que pour ce projet, la collectivité a déjà obtenu, du Département, au titre de l'Appel à Manifestation d'Intérêts - projets structurants, une subvention d'un montant de 424 500 euros

CONSIDÉRANT que le projet de crèche et d'espace coworking porté par la commune de Désertines peut prétendre obtenir une subvention d'un montant de 232 000 euros pour atteindre le plafond de 80 % de financement public,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal autorise le Maire à solliciter le Conseil Régional afin d'obtenir une subvention pour le projet de restructuration du site George Sand, à hauteur de 16 % maximum du montant total hors taxe de ce projet, soit 232 000 euros et à signer tous les documents permettant l'obtention de cette subvention.

2022-05-03 – Suppression d'un poste d'Adjoint

Monsieur le Maire expose au Conseil Municipal l'importance des contraintes budgétaires auxquelles la Collectivité doit faire face. Il évoque notamment l'explosion des coûts des énergies, rendant l'équilibre budgétaire de plus en plus difficile à trouver. Il rappelle que de nombreux efforts doivent être consentis par la population.

Il propose au Conseil Municipal de prendre part aux efforts, en ne renouvelant pas le poste d'Adjoint de Maria TORNERO, démissionnaire. Il souligne par ailleurs, que les délégations Culture et Communication seront confiées à Valérie BESSON pour la Culture et Dominique COLLINET pour la Communication et que la composition des commissions restera inchangée.

CONSIDÉRANT qu'en vertu de l'article L 2121-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil Municipal détermine librement le nombre d'adjoints, sans que celui-ci puisse excéder 30 % de l'effectif légal du Conseil Municipal,

VU la délibération n° 2020-01-01 portant création de 8 postes d'adjoints au Maire

CONSIDÉRANT la lettre de démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT l'acceptation de la démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal par Madame la Préfète de l'Allier en date du 25 octobre 2022,

CONSIDÉRANT la hausse des coûts des énergies et l'inflation qui entraînent une dégradation des finances des collectivités,

VOTE :

Pour : 22

Contre : 4 (DA SILVA J., COUTURIER C., TYNDIUK A. et DULIN D)

Abstention :

Le Conseil Municipal décide de supprimer un poste d'Adjoint au Maire, portant le nombre d'Adjoints à 7.

2022-05-04 – Renonciation à l'augmentation des indemnités des élus dans le cadre de la revalorisation du point d'indice de la fonction publique territoriale

Dans le même esprit que pour la délibération précédente, le Maire propose que les indemnités du Maire et des Adjoints soient maintenues à leurs niveaux précédents l'évolution du point d'indice de la fonction publique territoriale.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la délibération n° 2020-01-01 du 27 mars 2020 accordant une indemnité à monsieur le Maire au taux de 55 % et aux adjoints au taux de 22 % de l'indice brut terminal de la fonction publique territoriale

VU le décret n° 2022-994 du 7 juillet 2022, augmentant la valeur du point d'indice de la fonction publique de 3,5 % à compter du 1^{er} juillet 2022

CONSIDÉRANT que cette revalorisation du point d'indice entraîne une augmentation du montant des indemnités des élus locaux,

CONSIDÉRANT que monsieur le Maire et les adjoints ne souhaitent pas, par l'augmentation de leurs indemnités, contribuer à alourdir les charges supportées par la collectivité,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide de fixer l'indemnité du Maire aux taux de 53,15 % de l'indice brut terminal de la fonction publique et celle attribuée à chacun des Adjointes, au taux de 21,26 % de ce même indice.

2022-05-05 – Modification de la composition des Commissions municipales

Monsieur le Maire expose que pour tenir compte de la démission de Maria TORNERO et de l'installation de Dominique SAGNEZ, il est nécessaire de modifier la composition des Commissions municipales

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L 2121-22, L 2122-22 et L 2121-23,

VU la délibération n° 2020-02-05 du 11 juin 2020 relative à la création des commissions municipales,

CONSIDÉRANT la lettre de démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT l'acceptation de la démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal par Madame la Préfète de l'Allier en date du 25 octobre 2022,

CONSIDÉRANT que les missions précédemment exercées par madame Maria TORNERO doivent être redistribuées,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide d'actualiser les Commissions municipales, comme suit :

COMMISSIONS	VICE-PRESIDENT	MEMBRES
Affaires scolaires et péri-scolaires	Valérie BESSON	Valérie BESSON - Caroline CHAUVET – Dominique COLLINET - Didier PALIOT – Lucette MANSAT - Jean-Jacques SIMONIN – Lynda MAJER
Travaux - habitat	Jean-Luc BERNARD	Jean-Luc BERNARD - Didier PALIOT – Pascal LOPES – Pascal PRIERE – Didier NOUAILLES - Dominique COLLINET – Dominique SAGNEZ - Fabien LEROY
Vie associative – participation citoyenne et aux actions de coopération décentralisée	Caroline CHAUVET	Caroline CHAUVET - Audrey CHARRET – Denis DULIN – Didier NOUAILLES – Lucette MANSAT – Claire MONCELON – Patrice DESNOUX – Fatima BABUT – Lynda MAJER
Jeunesse - sports	Jonathan DA SILVA	Jonathan DA SILVA François GUILLON – Denis DULIN – Stéphane BIERJON – Didier NOUAILLES – Anne GINDRE – Allyssone TYNDIUK – Serge TOULOUSE – Dominique SAGNEZ

Communication - culture	Valérie BESSON Dominique COLLINET	Valérie BESSON - Dominique COLLINET Caroline CHAUVET – Claire MONCELON – Anne GINDRE – Fatima BABUT – Jonathan DA SILVA – Jean-Jacques SIMONIN – Lucette MANSAT – Serge TOULOUSE
Affaires sociales – petite Enfance – famille – personnes Agées – aide à la personne	Stéphane BIERJON	Stéphane BIERJON - Audrey CHARRET – Allyssone TYNDIUK - Pascal LOPES – Lucette MANSAT – Dominique COLLINET – Claire MONCELON – Lynda MAJER
Finances et économie	Dominique COLLINET	Dominique COLLINET – Fatima BABUT – Pascal PRIERE – Allyssone TYNDIUK – Audrey CHARRET – Jean-Luc BERNARD – Fabien LEROY
Urbanisme – environnement – Développement durable	Didier NOUAILLES	Didier NOUAILLES - Jean-Luc BERNARD – François GUILLON - Didier PALIOT – Pascal LOPES - Pascal PRIERE – Jean-Jacques SIMONIN - Fabien LEROY – Dominique SAGNEZ

2022-05-06 – Modification de la composition du Conseil d'Administration du CCAS

Le Maire évoque que par la démission de Maria TORNERO, un siège est vacant au sein du Conseil d'Administration du CCAS et il propose la candidature de Audrey CHARRET qui est déjà membre du CCAS.

VU la délibération n°2020-02-16 du 11 juin 2020, désignant les membres du Conseil Municipal siégeant au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

CONSIDÉRANT la lettre de démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT l'acceptation de la démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal par Madame la Préfète de l'Allier en date du 25 octobre 2022,

CONSIDÉRANT que madame Maria TORNERO siégeait au Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide de désigner Audrey CHARRET pour siéger au Conseil d'Administration du CCAS.

2022-05-07 – Modification du délégué titulaire auprès du Conseil d'Administration du Collège

« Marie Curie »

La démission de Maria TORNERO offre la vacance d'un siège d'un siège au Conseil d'Administration du CES « Marie Curie ». Christian SANVOISIN indique qu'il était précédemment membre de ce Conseil d'Administration en tant que conseiller départemental et propose sa candidature pour représenter la commune au sein de celui-ci.

VU la délibération n°2020-02-06 du 11 juin 2020, désignant les délégués du Conseil Municipal auprès du Conseil d'Administration du Collège « Marie Curie » de Désertines,

CONSIDÉRANT la lettre de démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal,

CONSIDÉRANT l'acceptation de la démission de madame Maria TORNERO du Conseil Municipal par Madame la Préfète de l'Allier en date du 25 octobre 2022,

CONSIDÉRANT que madame Maria TORNERO était déléguée titulaire auprès du Conseil d'Administration du Collège « Marie Curie » de Désertines

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide de désigner Christian SANVOISIN, délégué titulaire au Conseil d'Administration du Collège « Marie Curie »

2022-05-08 – Création d'emplois d'agents recenseurs

Le Maire expose la nécessité de créer, dans le cadre du prochain recensement, onze emplois d'agents recenseurs. Il propose par ailleurs, que soit fixer la rémunération de ces agents recenseurs sur la base d'une rémunération brute égale au SMIC mensuel, qui toutefois sera supérieure à l'enveloppe proposée par l'INSEE.

CONSIDÉRANT la nécessité de créer des emplois d'agents recenseurs afin de réaliser les opérations de recensement de la population 2023,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 3,

VU la loi n° 2002-276 du 27 février 2002 relative à la démocratie de proximité et notamment son titre V,

VU le décret n° 2003-485 du 5 juin 2003 relatif au recensement de la population,

VU le décret n° 2003561 du 23 juin 2003 portant répartition des communes pour les besoins de recensement de la population,

CONSIDÉRANT que les opérations de recensement doivent avoir lieu du 19 janvier au 18 février 2023,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide d'approuver la création de 11 postes d'agents recenseurs et de fixer la rémunération de chacun d'eux sur la base d'une rémunération brute égale au SMIC mensuel.

2022-05-09 – Frais de chauffage salle Germinal et salle des Fêtes : instauration d'une participation spécifique pour les associations résidentes

Le Maire expose au Conseil Municipal les difficultés de la commune pour faire face à l'augmentation des coûts de chauffage. Il indique qu'à ce jour, le montant des factures acquittées s'élève à 227 000 euros, alors que pour l'ensemble de l'exercice précédent, il était de 109 000 euros.

Il est probable que sur une année pleine, en 2022 il y ait un triplement des frais de chauffage ; à cela s'ajoute une augmentation probable des frais d'électricité.

La salle Germinal et la salle des Fêtes font l'objet d'une utilisation récurrente par 3 associations.

Le Maire indique au Conseil Municipal que les 3 associations ont été contactées sur l'éventualité d'une contribution pour participation aux charges de chauffage.

Il souligne que les 3 associations se sont montrées favorables à cette participation de principe.

Il propose de fixer cette participation à un forfait mensuel de 50 euros pour la salle Germinal et 25 euros pour les associations utilisant la salle des Fêtes.

En cas d'utilisation partielle, un prorata sera appliqué.

Didier NOUAILLES exprime son opposition à cette délibération au motif que l'USB bénéficie de la Maison du Sportif et n'acquiesce pas de participation pour les frais de chauffage.

CONSIDÉRANT la hausse des prix des énergies en France,

CONSIDÉRANT que la période de chauffe des salles s'étend du 1^{er} novembre au 1^{er} mars,

VOTE :

Pour : 18

Contre : 2 (NOUAILLES D. et COUTURIER C.)

Abstention : 6 (CHAUVET C., DA SILVA J., SIMONIN J.J., GINDRE A., TYNDIUK A et DULIN D.)

Le Conseil Municipal décide de fixer la tarification mensuelle pour les frais de chauffage (du 1^{er} novembre au 1^{er} mars) pour les associations locales résidentes comme suit : 50 euros par mois pour la salle Germinale et 25 euros mensuel pour la salle des Fêtes et dit qu'en cas d'utilisation partielle, un prorata sera appliqué.

2022-05-10 – Modification du tableau des effectifs

Le Maire expose la nécessité de créer un poste d'adjoint d'animation pour permettre à un agent de passer de la filière technique à la filière animation. Il s'agirait de ne pas supprimer le poste d'adjoint technique pour permettre l'embauche d'agents suite à des départs en retraite.

Considérant qu'il convient de modifier le tableau des effectifs pour permettre le changement de filière d'un agent,

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

Le Conseil Municipal décide de fixer comme suit le tableau des effectifs :

Filière administrative

4	ADJOINT ADMINISTRATIF
0	REDACTEUR PRINCIPAL 2EME CL
3	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 1ERE CL.
1	ADJOINT ADMINISTRATIF PRINCIPAL DE 2EME CL.
1	DIRECTEUR GEN. DES SERVICES DE 2000 A 10000 H

9

Filière technique

7	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 2EME CL.
2	AGENT DE MAITRISE PRINCIPAL
9	ADJOINT TECHNIQUE
3	TECHNICIEN PRINCIPAL 1ERE CLASSE
0	TECHNICIEN PRINCIPAL 2EME CLASSE
2	ADJOINT TECHNIQUE PRINCIPAL DE 1ERE CL.
3	AGENT DE MAITRISE
0	INGENIEUR

26

Filière sociale

1	AGENT SPÉCIALISÉ PRINCIPAL DE 1ERE CL. DES E.M.
1	AGENT SPC PR. 2EME CL. DES E.M. (Av. Janv. 2021)

2

7

Filière culturelle

0	ADJOINT TERRITORIAL DU PATRIMOINE
1	ADJOINT DU PATRIMOINE PRINCIPAL DE 1ERE CL.

1

Filière animation

2	ANIMATEUR PRINCIPAL 1ERE CL
2	ADJOINT TERRITORIAL D'ANIMATION

4

2022-05-11 – Motion hausse des coûts des énergies sur les budgets de collectivités

Depuis plusieurs semaines, les collectivités locales tirent la sonnette d'alarme sur les répercussions de la hausse des prix de l'énergie pour leurs finances.

Selon une étude réalisée par la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR), les augmentations de coût de fourniture d'énergie pour les collectivités, s'échelonnent de 30 à 300 % pour l'électricité et le gaz, pour des périodes de contractualisation de trois années sur plusieurs centaines de milliers de points de livraison.

90 % des petites villes seraient concernées par cette hausse. Les EPCI, les départements et les régions sont également touchés de plein fouet. Afin d'absorber ces augmentations, les collectivités vont devoir renoncer ou différer certains investissements ou bien accroître la fiscalité locale.

Sans accompagnement de l'Etat, les règles de l'équilibre budgétaire applicable aux collectivités feront leurs œuvres. Pour payer les énergies, il faudra faire des économies sur le service public, au détriment des usagers, réduire drastiquement les investissements locaux au détriment des entreprises et augmenter les impôts locaux, au détriment des contribuables.

Inscrit dans la démarche de Territoire à Energie Positive, disposant d'un Plan Climat-Air-Energies Territorial et d'un Schéma de développement des Energies Renouvelables, Montluçon Communauté se tourne résolument vers les transitions énergétiques et écologiques nécessaires pour faire face aux changements climatiques. Mais Montluçon Communauté a besoin de temps pour décliner concrètement les projets et renforcer son autonomie énergétique.

Aussi, des mesures nationales doivent être prises, tant sur les soutiens financiers à mettre en place, que sur l'évolution des modalités juridiques d'achat des énergies pour accompagner les collectivités et leur permettre d'affronter cette crise en limitant les impacts sur le service public, l'activité économique et la fiscalité locale.

VOTE :

Pour : 26

Contre :

Abstention :

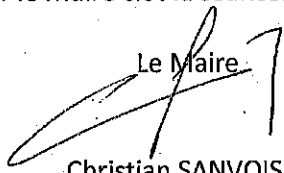
Le Conseil Municipal se prononce pour la prise de mesures nationales sur les soutiens financiers pour permettre aux collectivités de faire face à la hausse des coûts des énergies, ainsi que pour l'évolution des modalités juridiques d'achat des énergies pour accompagner les collectivités et leur permettre d'affronter cette crise en limitant l'impact sur les services publics, l'activité économique et la fiscalités locale.

Monsieur le Maire fait part des décisions prises, en vertu des délégations confiées par le Conseil Municipal, depuis la réunion de Conseil Municipal du 16 juin 2022 :

- Décision autorisant la signature des marchés sur les travaux de voirie – rue Joseph Besson – phases 2 et 3
- Décision autorisant la signature des marchés sur les travaux de voirie – rue Anne Frank – tranche 2

- Décision autorisant la signature des marchés de restructuration et d'extension de l'ancienne école George Sand pour la création d'une crèche et d'un espace coworking.

Monsieur le Maire clôt la séance.


Le Maire
Christian SANVOISIN

La Secrétaire de séance


Claire MONCELON

